

Les riches détruisent la planète. À bas les riches.

4 décembre 2018 / Hervé Kempf (Reporterre)



L'exaspération populaire manifestée par l'explosion des Gilets jaunes exprime le ras-le-bol de l'injustice. Elle ouvre la voie à une politique écologique et sociale. Mais l'autoritarisme menace.

Un poil d'histoire n'est jamais inutile. *Reporterre* est né sous sa forme numérique en 2007. Il s'agissait au départ d'accompagner le livre *Comment les riches détruisent la planète* (Seuil) en montrant par l'information, au jour le jour, que les idées de l'ouvrage se traduisaient et se lisaient dans la réalité.

Il se trouve que ce livre a connu le succès, de nombreuses traductions, et semble-t-il influencé pas mal de gens. Que disait-il ?

- que la crise écologique s'approfondissait et mettait en péril les possibilités futures d'une vie digne sur

Terre ;

- qu'elle était indissociable d'une crise sociale marquée par la montée des inégalités depuis les années 1980 et la constitution d'une oligarchie coupée de l'intérêt général ;
- que cette oligarchie, ou ces riches, avaient une responsabilité éminente dans la crise écologique, tant par leurs actes que par le modèle culturel de consommation excessive qu'ils propagent ;
- que l'oligarchie manifeste une tendance autoritaire de plus en plus marquée, reculant sur la démocratie pour maintenir ses privilèges.

Sur tous ces points, hélas, la réalité a confirmé la validité du diagnostic. La seule bonne nouvelle est qu'il est devenu une sorte de lieu commun. Et bien documenté : on sait par exemple que les 10 % les plus riches sur ce globe comptent pour 45 % des émissions mondiales de dioxyde de carbone, ou qu'en France, chaque personne appartenant aux 1 % les plus riches émet plus de 200 tonnes de gaz à effet de serre par an, contre 6 par personne en moyenne...

L'explosion du mouvement des Gilets jaunes apparaît ainsi comme une mise en acte de la distorsion devenue insupportable entre une classe dominante qui poursuit son ouvrage nuisible et la vie quotidienne de millions de personnes où s'éprouve jour après jour la déliquescence de l'État protecteur et la dureté de conditions de vie qui se dégradent. Il est parti d'une mise en cause d'un acte posé comme écologique - l'augmentation de la taxe carbone - pour parvenir à la contestation de l'injustice globale :

- comment prétendre agir pour l'écologie par la taxe quand d'un côté, on abaisse l'impôt sur les grandes fortunes - **l'économiste Lucas Chancel rappelle** qu'en France, « *l'imposition sur le capital est désormais plus faible que sur les revenus du travail* » - et qu'on subventionne massivement les entreprises par le CICE (crédit d'impôt pour l'emploi et la compétitivité) ?

- comment prétendre agir pour l'écologie par une taxe sur les combustibles fossiles quand dans le même temps on construit des autoroutes, on ferme les lignes de chemin de fer qui permettent de se passer de la voiture, on freine la rénovation énergétique qui aiderait les plus pauvres à consommer moins de fioul ou d'énergie ?

- comment prétendre agir pour l'écologie quand on ferme les services publics de proximité - maternités, gares, écoles, postes, hôpitaux,... - qui sont aussi indispensables à tous que le « pouvoir d'achat » ?

L'expression de la colère populaire pointe clairement ces contradictions du discours des dominants. Elle n'est pas un refus de l'écologie, mais un refus de l'injustice.

Il en va de la responsabilité de toutes celles et ceux qui savent que la question écologique est le problème politique majeur de ce XXI^e siècle de répondre aux questions posées par les Gilets jaunes : en montrant que la justice sociale - et plus largement, le sentiment d'une société unie - passe par le chemin d'une écologie au service de tous. Et que pour concilier l'écologie et la vraie vie, on peut « *consommer moins, répartir mieux* », et chercher à avoir « *moins de biens, plus de liens* ».

Le moment est délicat et difficile : le péril du recours à une violence d'État démesurée est bien présent. Et la possibilité que le discours simple de l'extrême-droite l'emporte est grande, une possibilité qu'accepteront toujours les classes dominantes, qui savent qu'elle leur garantit le maintien de leur position. Mais les périls ne doivent pas empêcher d'agir. Et de répéter, jour après jour, que le premier péril est écologique, et que pour s'en prémunir, il nous faut une société juste et, osons ce mot presque dévalué, fraternelle.

Nous sommes partis de l'histoire de *Reporterre*. Pour vous dire aussi que depuis 2007, jour après jour, nous faisons ce travail d'information, sur la situation écologique, sur les luttes, sur les alternatives qui nous donnent de l'espoir et de l'énergie. Et vous êtes de plus en plus nombreuses et nombreux à nous accompagner : plus de 21.000 visiteurs par jour ! Pour un média sans publicité, sans actionnaire, libre d'accès, qui pose l'information comme un bien commun.

On continue ! Et cette semaine, voici une grande nouveauté :

- une **lettre d'information quotidienne**, en plus de la lettre hebdomadaire. Pour vous inscrire, [c'est ici](#).

Deux autres événements, aussi :

- le **suivi quotidien de la COP24 sur le climat** : tous les jours, *Reporterre* vous raconte ce qui se passe en Pologne, parce que Gilets jaunes ou pas, la question climatique reste essentielle ;
- la rencontre de mercredi 5 décembre sur **les Héros de l'environnement** : parce que partout dans le monde, des dizaines de personnes meurent pour sauver la planète, et qu'il faut les soutenir et leur rendre hommage.

Tout cela n'est possible que grâce à vous. Nous sommes en pleine campagne de soutien. **Merci de votre aide pour une information libre et écologique, ICI.**

Source : Hervé Kempf pour *Reporterre*

- Emplacement : Accueil > Editorial > Édito >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Les-riches-detruisent-la-planete-A-bas-les-riches>